

Doubs

BESANÇON

## Un réseau international pour favoriser la transition écologique

Dossier Anthony Georges



*Des participants ont pu visiter le quartier Grette Brulard. Photos Arnaud Castagné*

**Des élus de toute l'Europe sont actuellement à Besançon dans le cadre de la conférence annuelle d'Energy Cities. Leur mission principale durant ces trois jours d'escapade bisontine ? Partager des solutions pour lutter contre le réchauffement climatique.**

Rarement Besançon sera autant le centre du monde qu'il ne l'est depuis ce mardi 8 avril et jusqu'à ce jeudi 10. Venant de différentes régions de France mais aussi de Suisse, d'Ukraine, de Turquie ou encore d'Espagne, de nombreux élus sont présents dans la capitale comtoise afin d'assister à la conférence annuelle d' [Energy Cities](#) , un réseau de villes engagées dans la transition vers la neutralité carbone. Claire Roumet, directrice générale de ce réseau créé il y a 35 ans raconte sa genèse : « Il a démarré autour d'un échange transfrontalier entre des villes suisses, allemandes et françaises. Dès le début, c'était axé sur la transition écologique. C'est un échange sur la transition énergétique et plus précisément sur tout ce qui était rénovation des bâtiments et l'efficacité énergétique. Le réseau s'est développé, presque, par cercles concentriques, avec maintenant beaucoup de villes d'Europe de l'Est ». Le cœur du métier d'Energy Cities, durant ces trois jours bisontins comme durant l'ensemble de l'année, « c'est vraiment de faciliter l'échange entre les villes ».

Si dans ces premières années, son apport était « plutôt technique », son intervention s'est politisée au fil des ans, en même temps que son champ d'action s'agrandissait. « Nous sommes maintenant sur un agenda plus large, sur toutes les ressources », avec toujours la

transition comme axe majeur. Cette politisation survenue au gré des décennies n'est pas un frein à son action, à écouter Claire Roumet : « Nous avons besoin du technique et de la politique. Il y a besoin d'avoir des collectivités qui sont armées au niveau de l'administration pour pouvoir faire avancer des projets. Ce sera toujours au niveau politique que se discuteront les budgets, qu'il y a les arbitrages dans une ville. Il faut qu'il y ait un alignement des services techniques et qu'ils puissent vraiment mettre en œuvre ce que les politiques décident ».

## • Un problème politique

Et peu importe que les majorités municipales, départementales ou régionales soient de droite ou de gauche, basculent d'un camp à l'autre ? « Cela dépend beaucoup des pays. Dans tous les pays du Nord, l'écologie n'est pas du tout de gauche, elle est vue comme un moyen d'être compétitif », explique la directrice générale, prenant l'exemple du coût de l'énergie : « On ne sera pas compétitif si nous n'avons pas une gestion du prix de l'énergie. Il y a eu des rapports l'année dernière pour orienter la politique de compétitivité de l'Union européenne et c'était très clair, la première chose à faire, c'est de s'assurer que l'énergie soit à un coût abordable. Aujourd'hui, l'agenda a beaucoup changé vers un agenda de souveraineté énergétique. Et ça, ce n'est pas de droite ou de gauche, c'est la transition énergétique ».

## • Besançon, ville modèle ?

Gérée depuis 2020 et l'élection d' [Anne Vignot](#) par une maire écologiste, le cas de Besançon est forcément sous le feu des projecteurs durant ces trois jours de conférence. Et le bilan dressé est plus que positif : « Dans les cinq dernières années, Besançon a fait beaucoup pour la transition écologique et surtout, de façon très structurée. J'ai l'impression que cela se ressent dans le quotidien des Bisontins et c'est une bonne chose ».

Au-delà du seul cas de la cité Victor-Hugo, se pose la question de l'échelon politique le plus adapté pour favoriser cette transition. Si tous les regards se tournent instinctivement vers Bruxelles, ce n'est pas aussi simple que cela selon Claire Roumet : « Il n'y a pas d'échelon adéquat. Le problème aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas d'alignement entre les échelons. L'Union européenne fixe beaucoup de cadres donc elle est très importante, elle a aussi une partie de financement mais le plus important, je crois, c'est qu'elle peut aussi être un chef d'orchestre pour cet alignement. Aujourd'hui, les villes, très souvent, ont beaucoup plus d'idées et d'ambitions et ce qui les bloque, c'est qu'elles n'ont pas la bonne compétence au bon moment, qu'elles n'ont pas accès au bon financement parce qu'elles n'ont pas le droit de faire un partenariat public-privé. » De là à considérer le mille-feuille administratif comme une cause majeure du réchauffement climatique, il y a un pas que chacun a la liberté de franchir. Ou pas.

Doubs

## Focus S'adapter au climat ou le combattre ? Le forum Energy Cities cherche des réponses



*Élus et spécialistes venus de l'Europe entière participaient à l'événement.*

Place de la Révolution, un attroupement d'une trentaine de personnes a pris place devant la statue rendant hommage à [Jenny d'Héricourt](#). Il ne s'agit pas de fans de l'œuvre de Lili Reynaud Dewar mais des participants à l'un des parcours de cette édition 2025 du forum Energy Cities. Sur place, ils découvrent le travail de végétalisation engagé sur la place. Benjamin Gracieux, directeur du pôle Transitions spatiales, aménagement et urbanisme de projet à l'Agence d'urbanisme Besançon centre Franche-Comté (Audab) faisait partie des intervenants. « Avec cette visite sur l'adaptation au changement climatique, on est vraiment sur un sujet qui va impacter toutes les collectivités. » À regarder les régions et pays d'origine des participants, le changement climatique démontre son impact unanime : « La question de la transition énergétique et climatique pour les collectivités est universelle. C'est donc important qu'on puisse en discuter, échanger et qu'on comprenne un peu ce que chacun a pu mettre en place, et que l'on partage les bonnes pratiques de façon collective, et essayer de faire face et de trouver des solutions ».

### • Une problématique commune

De la diversité, il y en a pourtant, tant dans le climat que dans les aménagements des différentes villes. « Chaque ville va avoir ses spécificités », reconnaît le membre de l'Audab, avant d'atténuer ses propos : « Historiquement, les villes s'adaptaient aussi chacune à leur climat, dans leur façon de construire et d'aménager. Aujourd'hui, on est beaucoup plus dans des modes de construction homogénéisés et industrialisés. Finalement, les problématiques que l'on peut rencontrer à Besançon aujourd'hui, ce sont des problématiques que l'on peut rencontrer dans d'autres villes en Europe. D'où l'intérêt de partager ces solutions ».

## • S'adapter ou lutter ?

Tout au long de la journée, une locution revient à intervalles réguliers : « S'adapter au [réchauffement climatique](#) ». Cela signifie-t-il que les différentes instances ont cessé de le combattre ? Pas du tout à en croire Benjamin Gracieux : « La lutte continue ! La lutte, c'est ce que l'on appelle l'atténuation au changement climatique. C'est vraiment l'idée qu'on limite nos impacts, nous en tant qu'êtres humains. Mais on s'est bien rendu compte qu'avec le temps, le phénomène est devenu une réalité. Il est là et il a déjà des impacts, donc il faut aussi s'y adapter. Ces deux volets sont un peu les deux facettes d'une même pièce. Il faut continuer à mener ces deux batailles ensemble. »

Doubs

BESANÇON

## L'interview « Nous devons gagner la guerre et ensuite nous pourrions travailler sur les autres sujets »



*Maksym Terletsky, géographe et directeur du Lviv City Institute, un think tank municipal. Photo Anthony Georges*

**Trois questions à Maksym Terletsky, directeur du Lviv City Institute, un think tank municipal.**

**Qu'attendez-vous de ces trois jours à Besançon ?**

« Nous sommes d'abord venus partager nos actions en matière d'adaptation climatique dans notre ville, Lviv (Ukraine). Je sais que la France est l'un des pays les plus touchés par le changement climatique. Les données montrent que les villes françaises doivent mieux s'adapter. C'est pourquoi j'attends avec impatience les actions de la ville de Besançon en matière d'adaptation climatique, les solutions qu'elle pourrait mettre en œuvre et les plans que la Ville a déjà mis en œuvre pour l'avenir. L'idée est de tirer profit de cette expérience et, éventuellement, d'envisager des projets futurs afin de les intégrer à d'autres plans. Par exemple, nous pourrions apprendre de la Ville et collaborer dans le cadre de différents

programmes européens, et aussi essayer d'initier une coopération bilatérale entre notre ville et celle de Besançon. »

### **Aujourd'hui, ces coopérations sont indispensables pour l'Ukraine ?**

« Bien sûr, c'est très important et nous sommes ravis que la France soutienne l'Ukraine. J'espère travailler dans le secteur municipal, au niveau du gouvernement local. C'est pourquoi il est également important pour moi de renforcer la communication avec les collectivités locales françaises, non seulement au niveau de l'État, mais aussi pour renforcer les liens entre les différents types de gouvernance en Ukraine et en France. Je pense que de telles réunions et de tels forums sont d'excellentes occasions d'y parvenir. C'est pourquoi il s'agit également d'un cadre dans lequel nous pourrions travailler ensemble. Il existe de nombreuses et excellentes opportunités de renforcer la coopération entre nos municipalités. »

### **Malgré la guerre en Ukraine, l'écologie reste un sujet majeur ?**

« Ce n'est pas un sujet qui est vraiment prioritaire parce que, bien sûr, nous devons allouer environ la moitié de notre budget à l'armée pour la soutenir afin de gagner la guerre et ensuite nous pourrions travailler sur les autres sujets. Mais la ville de Lviv avait de très bons plans approuvés avant l'invasion et nous devons, d'une manière ou d'une autre, les maintenir en marche, car le changement climatique est un processus de long terme. Nos stratégies d'adaptation au changement climatique s'étendent jusqu'en 2030, 2040 et 2050. La guerre est temporaire. C'est pourquoi notre idée est maintenant d'introduire des mesures progressives, des principes applicables à différents secteurs, comme l'ingénierie urbaine. Il faut prendre en compte, par exemple, la nécessité de définir des solutions pour le refroidissement urbain. Mais pour notre service environnemental, il est également essentiel de fixer des principes directeurs à respecter par les urbanistes, par exemple pour préserver la cascade verte. Nous avons récemment présenté notre vision de l'eau. Que devrions-nous faire pour préserver nos plans d'eau en ville ? Globalement, je dirais que ce n'est pas une priorité, car la défense est prioritaire, mais ces petits pas nous rapprochent des stratégies de neutralité climatique et d'adaptation au changement climatique approuvées par le conseil municipal avant l'invasion à grande échelle. »

Doubs

BESANÇON

## Zoom « La Turquie suit depuis longtemps les pratiques de l'Union européenne »



*Ömer Eşki, maire de Bornova, en Turquie.*

Parmi les villes invitées à ce forum annuel, Bornova, ville turque, était représentée par son maire, Ömer Eşki. Présent dans une optique de « partage d'expériences », l'édile se base sur un constat simple : « Les pays ont des frontières, les districts ont des frontières, mais la lutte pour l'environnement n'en connaît pas. La lutte contre les émissions de carbone n'en connaît pas non plus ». Fort de ce leitmotiv, Ömer Eşki et sa municipalité souhaitent « contribuer aux efforts environnementaux en mettant en œuvre l'expérience acquise, tant dans notre propre pays, au sein de la municipalité de Bornova, qu'en collaboration avec d'autres municipalités partenaires ».

### • France, Turquie, même combat

Des collaborations d'autant plus pertinentes que le maire de cette ville située dans la province d'Izmir dresse un parallèle entre la France et la Turquie, estimant que « les climats sont assez similaires entre les deux pays. Je ne vois pas de différence significative. Je pense également que les deux pays ont traditionnellement des approches similaires face aux défis. La Turquie suit depuis longtemps les pratiques de l'Union européenne, donc je ne pense pas qu'il y ait de différences majeures ».

Via la voix de son maire, Bornova ne compte pas baisser les bras face au réchauffement climatique : « Nous déployons des efforts considérables en matière d'économies d'énergie. Parallèlement, nous mettons tout en œuvre pour assurer la transition vers les énergies renouvelables. Notre objectif principal est que notre municipalité puisse produire sa propre énergie et améliorer significativement ses économies d'eau. Nous sommes très ambitieux à cet égard. Nous produirons notre propre électricité et réduirons à zéro les émissions de carbone de notre municipalité ».